



Questionnaire à l'attention des candidats aux élections municipales des 9 et 16 mars 2008

RÉPONSE DE ZIAD GOUDJIL, MALAKOFF ÉCOLOGIE SOLIDARITÉ

Mesdames, Messieurs les candidat(e)s, une fois élu(e) mettez-vous en place les mesures suivantes ?

EMPLOI

- Refus d'accès aux marchés publics municipaux et départementaux pendant 5 ans aux entreprises condamnés pour discriminations

OUI : en sachant que la pénalisation des délits à caractère raciste et antisémite n'est qu'une réponse a posteriori. Il nous semble vital de refuser la banalisation du principe d'identité unique. Nous sommes construits par des identités multiples, variées, différentes et même quelques fois contradictoires. C'est le choix individuel qui met en avant, quand il le souhaite, une des dimensions de sa personnalité.

Les racismes sont inhumains, voire a-humains parce qu'ils enferment l'autre dans une seule de ses dimensions. Alors oui à la répression des actes racistes parce que pour certains, la peur de la sanction est la dernière possibilité d'éviter le délit.

Mais dans le même temps, un travail incessant, le recours aux principes républicains, non négociables, les lectures, (le petit ouvrage d'Albert JACQUARD, éloge de la différence par exemple, facile à lire et clair), l'apprentissage de la vie ensemble, le refus des ghettos scolaires ou immobiliers, l'engagement de transmettre ne culture laïque et républicaine à nos enfants, la primauté absolue de la déclaration des droits de l'homme sur TOUS les autres systèmes de pensée, la fin du relativisme culturel, (le hijab par exemple n'est pas un mode d'expression religieuse, d'ailleurs il ne figure pas comme "pilier", mais un acte politique qui est en contradiction avec le principe d'égalité homme/femme), telles sont quelques pistes de réflexion pour tendre vers une pénalisation que nous considérons toujours comme un échec de notre recherche de sens.

Le boycott d'une entreprise me gêne, sans doute des sanctions financières vraiment dissuasives sont plus à même de décourager la répétition des comportements racistes.

- Mise en place de testing par les missions locales et signalements systématiques des infractions constatées à la Justice et aux associations antiracistes

OUI Beaucoup de choses dans cette phrase.



Le principe du testing est bon quand il sert à démontrer les comportements discriminatoires dans les usages essentiels d'une société comme l'accès à l'emploi, au stage ou au logement.

Les missions locales ne peuvent être instrumentalisées, même avec une intentionnalité positive, car ce n'est tout simplement pas leur rôle. Elles ont besoin de rapports quotidiens avec le tissu économique pour mieux mener à bien leur mission première, aider à l'insertion sociale et professionnelle des personnes.

Qu'elles puissent mettre en place des testings me semble être une « Fausse Bonne Idée ».

Qu'elles puissent en revanche, comme toute institution étatique ou para-étatique, donner comme consigne impérative à ses agents de signaler systématiquement toute infraction, (et c'est aussi valable pour les infractions liées au code du travail par exemple), à ce moment, nous sommes dans une organisation des signalements des délits compatibles avec l'objet premier.

Quant aux plaintes, c'est effectivement à la justice qu'elles doivent être adressées. Les associations, dont le travail quotidien fait la fierté et l'honneur de notre pays, doivent servir à soutenir les plaignants et à continuer leur rôle d'information et d'alerte.

ÉDUCATION

- En cas de construction de nouvelles écoles, choix de lieux favorisant la mixité de la population scolaire

Pourquoi pas mais ce genre de vœux se heurte à des réalités dont certaines sont déplaisantes. La mixité scolaire ne peut se décréter et les parents, (dont ceux d'origine « visibles ») ont quelques fois la tentation d'inscrire leurs enfants dans des établissements privés parce que l'école du quartier a « mauvaise réputation ».

Il me semblerait plus judicieux d'aider les enseignants, véritables « soldats » de la république et trop souvent mal considérés eu égard à l'immense travail qu'ils font, à mieux appréhender les scolarités de chacun par la valorisation des établissements. Par exemple, réintroduire le latin et le grec dans un collège ou bien proposer des cours bilingues anglais, allemand ou arabe, et nous verrons le regard porté par les habitants se muer progressivement en fierté.

Réserver les lycées des quartiers « difficiles » pour mettre place des classes de « maths spé » ou « khâgne » et le message que l'excellence n'est pas uniquement possible dans le centre ville de Paris, ce message progresse.

Enfin, utiliser les collèges et lycées comme supports de médiatisation d'événements positifs, (à quand la « dictée de Pivot à Louis Girard ?), comme l'organisation de conférences pendant les vacances scolaires pour la population, participe d'une appropriation, pour l'instant déficiente, des valeurs républicaines.



- Aide à toutes les formes de soutien et de tutorat scolaire laïque et à but non lucratif

OUI, bien entendu. Même si l'on doit différencier les deux aspects : le tutorat scolaire est une réponse adaptée et pas suffisamment développée. Une municipalité peut y contribuer.

En revanche, l'éducation laïque me semble sous-estimée dans sa contribution à un « vivre ensemble » quotidien. Je crois qu'il est de notre devoir pressant de mieux transmettre les valeurs républicaines et laïques sans négociation possible et avec fermeté si nécessaire.

Par culpabilité déplacée ou par ignorance, notre système scolaire a été agressé par des tentatives, chaque jour plus nombreuses, d'introduction de valeurs religieuses dans l'espace scolaire. Nous devons réaffirmer notre soutien sans failles aux professeurs insultés parce qu'ils refusent des accompagnatrices en hijab, les soutenir quand ils appliquent le programme scolaire face à une petite minorité d'élèves voulant leur interdire de parler de la Shoah ou de Voltaire.

Nous devons les encourager à dire haut et fort dans leurs pratiques quotidiennes l'apprentissage de l'esprit critique, la primauté de la raison, de l'argumentation et du débat contradictoire sur quelconques « vérités » d'autorité, même d'essence supposée divine. Ce ne sont pas les enfants qui font les programmes scolaires et décident de ce qui doit être étudié ou pas.

C'est aussi parce que les enseignants n'ont pas été soutenus qu'aujourd'hui des familles se tournent vers des systèmes de pensée incompatibles avec la république et la démocratie. Donc, encore plus d'apprentissage de nos valeurs.

CULTURE ET VIE ASSOCIATIVE

- Création d'un fond et d'un guichet unique d'aide à la vie associative

OUI D'ailleurs pourquoi le limiter à la vie associative ?
Sinon sur le principe, c'est une excellente idée.

LOGEMENT

- Anonymisation des demandes de logement au sein des offices locaux et départementaux des H.L.M avec instauration des critères d'ancienneté

Oui et pourquoi ne pas ajouter dans les critères d'attribution des pourcentages minimums par CSP. Par exemple, tendre vers une répartition sociale diversifiée en réservant une partie des logements à des catégories socio professionnelles différentes.

- Publication des listes d'attribution de logements sociaux avec apparition de l'ancienneté de la demande ou du critère d'urgence absolue (ex. violences conjugales si c'est la femme qui souhaite quitter le domicile) et des types de logements attribués

Comité SOS-Racisme des Hauts-de-Seine

24-26, rue Victor-Hugo
92240 Malakoff
sosracisme92@yahoo.fr

3/4



OUI ainsi que la motivation des éventuels choix « hors critères » et une plus juste représentation des associations de locataires dans les commissions d'attribution. Nous proposons aussi que les demandes de logements soient prises en charge par l'intercommunalité.

- Création de logements tremplins de type co-locations pour les étudiants ou les jeunes travailleurs à l'accès de leur premier logement indépendant

OUI absolument, la mise en œuvre d'une programmation de logements pour étudiants en colocation ou non avec une durée maximale de cinq ans et ouverts aussi aux jeunes travailleurs, nous semble importante.

SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

- Création de maisons des parents afin de renforcer le rôle éducatif des parents

OUI, même si ce rôle éducatif est déjà présent. Contrairement à une idée répandue, peu de parents « démissionnent » de leurs responsabilités. Nous proposons la création d'une maison de l'adolescent à Malakoff qui pourrait accueillir des jeunes en crise à la condition que les parents soient prévenus de l'endroit où est leur enfant.

- Organisation régulière, sous l'égide du Maire, de rencontre entre jeunes et policiers, pompiers, magistrats et associations afin d'instaurer un dialogue permanent qui puisse briser le climat de défiance réciproque

OUI, bien sur et ces rencontres existent déjà. Nous proposons que dans le cadre des mécanismes de réparation, les mineurs soient en priorité orientés vers les services publics comme les sapeurs-pompiers pour mieux appréhender la complexité et le caractère indispensable du service public.

Ziad GOUDJIL

Merci d'avoir répondu à notre questionnaire.